

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-01 du 10 janvier 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden s'oppose au projet d'acquisition de U.S. Steel par le groupe japonais Nippon Steel
2. Le Département du Commerce ouvre un appel à commentaires en vue d'une proposition de réglementation sur les drones

Climat – énergie – environnement

3. La Maison-Blanche interdit les forages pétroliers et gaziers le long de ses côtes

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

4. Meta assouplit sa politique de modération des contenus et annonce sa volonté de collaborer avec l'administration américaine pour faire pression sur des gouvernements étrangers

Santé

5. Visées par le BIOSECURE Act, les entreprises chinoises WuXi Biologics et WuXi AppTec cèdent certaines de leurs opérations en Europe et aux États-Unis à des entités américaines
6. Le secteur pharmaceutique américain se rapproche de la future administration Trump

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden s'oppose au projet d'acquisition de U.S. Steel par le groupe japonais Nippon Steel

Le 3 janvier, le Président Biden a [bloqué](#) le projet d'acquisition de U.S. Steel par le groupe japonais Nippon Steel, arguant que cette vente représentait une menace pour la sécurité nationale. Dans le [communiqué](#) de la Maison-Blanche, J. Biden affirme qu'il s'est appuyé sur le rapport transmis la semaine dernière par le Comité pour l'investissement étranger aux États-Unis (CFIUS), selon lequel « l'acquisition placerait un des plus grands producteurs d'acier américain sous contrôle étranger et créerait un risque pour notre sécurité nationale et nos chaînes d'approvisionnement critiques. C'est pourquoi, je prends la décision de bloquer ce deal ». Pour mémoire, le CFIUS n'avait pas délivré de recommandation formelle au Président. David Burritt, le PDG d'U.S. Steel, a [déclaré](#) que le président « a insulté le Japon, un allié vital pour la sécurité économique et nationale [...] ». Les dirigeants du Parti Communiste Chinois à Pékin dansent dans les rues ». Le 6 janvier, U.S. Steel et Nippon Steel ont [annoncé](#) avoir déposé un recours devant la cour d'appel du District de Columbia pour contester la décision de veto présidentiel, estimant que ce dernier avait utilisé de son influence de façon indue à des fins politiques.

2. Le Département du Commerce ouvre un appel à commentaires en vue d'une proposition de réglementation sur les drones

Le 3 janvier, Le Département du Commerce a [publié](#) un appel à commentaires publics dans le cadre d'un avis préalable à la publication d'une proposition de réglementation (Advance Notice of Proposed Rulemaking – ANPRM) visant à contrôler les flux de données collectés par les systèmes d'aéronefs sans pilote (dont les drones), produits par plusieurs pays désignés comme des « adversaires étrangers » (Chine, Russie, Iran, Corée du Nord, Cuba, Venezuela). Cet appel à commentaires, comprenant 50 questions et dont l'échéance est fixée au 4 mars, a vocation à nourrir le développement d'une proposition de réglementation. Le cas échéant, il reviendrait à l'administration Trump II de décider de l'opportunité de publier ou non une telle proposition. L'objectif de cette consultation est de comprendre comment prévenir au mieux le risque d'exfiltration de données et d'accès à distance non autorisé aux systèmes des drones, notamment par la Russie et la Chine. La publication de cet ANPRM s'inscrit dans le contexte de vigilance accrue du Congrès concernant les activités des fabricants chinois de

drones aux États-Unis, dont DJI et Autel Robotics. En réponse, la Chine a annoncé l'adoption de mesures de restrictions à l'export à l'encontre de 28 entreprises américaines officiant dans les domaines de la défense et de haute technologie, dont BRINC, le plus grand fabricant américain de drones.

Brèves

- Le 3 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) l'entreprise de cybersécurité chinoise Integrity Technology Group, pour son rôle dans plusieurs cyberattaques à l'encontre d'infrastructures critiques américaines. Integrity Tech a notamment coopéré avec Flax Typhoon, un groupe cyber appuyé par le gouvernement chinois.
- Le 6 janvier, le Département du Trésor a [accordé](#) un allègement des sanctions à l'égard de la Syrie afin de ne pas entraver aux efforts de transition et de reconstruction. Cet allègement est prévu pour une durée de 6 mois.
- Le 7 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) Mohammad Hamdan Daglo Mousa (Hemedti), leader des Forces de soutien rapide, une unité paramilitaire soudanaise.
- Le 7 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) Antal Rogan, membre proche du gouvernement hongrois de Viktor Orbán, pour corruption.

Climat – énergie – environnement

3. La Maison-Blanche interdit les forages pétroliers et gaziers le long de ses côtes

La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 6 janvier la signature par le Président Biden de deux mémorandums présidentiels pour interdire de futures concessions de pétrole et de gaz naturel dans plusieurs zones maritimes des États-Unis, incluant l'ensemble de la côte est des États-Unis, l'est du golfe du Mexique, la côte Pacifique (États de Washington, de l'Oregon et de Californie), ainsi que des portions de la mer de Béring du Nord en Alaska, soit environ 2,5 Mkm² d'océans. La Maison-Blanche indique que le président Biden considère que les risques et les préjudices environnementaux et économiques résultant du forage dans ces zones l'emportent sur leur potentiel limité en ressources fossiles. La Maison-Blanche précise que ces décisions, prises en application de l'article 12(a) de la loi sur les terres du plateau continental extérieur (Outer Continental Shelf Lands Act),

s'inscrivent dans une politique plus large visant à protéger, restaurer ou conserver 30 % des terres et des eaux des États-Unis d'ici 2030.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [indiqué](#) le 8 janvier que les États-Unis et la Corée du Sud ont signé un protocole d'accord (Memorandum of Understanding – MOU) concernant les exportations nucléaires et la coopération, finalisant un accord provisoire de novembre 2024. Le DoE précise que cette coopération de 70 ans vise à promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire tout en respectant les normes internationales de sûreté, de sécurité et de non-prolifération. Le MOU établit un cadre pour collaborer à l'expansion de l'énergie nucléaire civile dans des pays tiers et renforcer les contrôles à l'exportation des technologies nucléaires. Il prévoit également une collaboration pour suivre les nouvelles technologies dans ce domaine.
- Le Département du Trésor a [indiqué](#) le 3 janvier la publication de ses règles finales concernant le crédit d'impôt pour la production d'hydrogène propre, instauré par l'Inflation Reduction Act (IRA). Le communiqué précise ces règles et les critères d'éligibilité pour les producteurs d'hydrogène utilisant diverses sources d'énergie, comme l'électricité, le gaz naturel avec capture du carbone et le méthane des mines de charbon.
- L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 3 janvier l'ajout de neuf substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) à la liste des produits chimiques inscrits au registre des émissions de substances toxiques (TRI). L'EPA précise que ces ajouts automatiques sont permis par la National Defense Authorization Act, dès lors que lorsque l'EPA finalise une valeur de toxicité pour ces substances.
- L'Administration américaine d'information sur l'énergie (U.S. EIA) a [indiqué](#) le 8 janvier que le prix de référence « Henry Hub » du gaz naturel aux États-Unis en 2024 a été en moyenne de 2,21 \$/MMBtu. L'EIA indique qu'il s'agit du prix le plus bas jamais enregistré après prise en compte de l'inflation.

Industrie

Brèves

- Le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) le 6 janvier la création du troisième et dernier site du National Semiconductor Technology Center (NSTC) dédié au conditionnement avancé des semiconducteurs au sein de l'Arizona State University, située à Tempe, dans la banlieue de Phoenix. Ce site comprendra une ligne de production reposant sur la technologie CMOS, et permettra notamment de tester de nouveaux matériaux et architectures. Le DoC estime que le site devrait être opérationnel en 2028.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le groupe américain de grands magasins JCPenney a [annoncé](#) le 8 janvier fusionner avec le groupe SPARC (Brooks Brothers, Aéropostale, etc.) pour former Catalyst Brands. La nouvelle entité disposera ainsi de 1 800 boutiques et 60 000 employés, pour 9 Md\$ de chiffre d'affaires. JCPenney avait été repris par Simon Property et Brookfield en 2020 alors que l'entreprise était en redressement judiciaire.
- The Walt Disney Company et FuboTV ont [annoncé](#) le 6 janvier la fusion de leurs services de streaming de télévision, dans un accord qui conduira Disney à détenir 70 % de Fubo. Avec 6,2 millions d'utilisateurs combinés en Amérique du Nord, la nouvelle entité sera le second service de streaming de télévision en ligne derrière YoutubeTV.
- Les entreprises américaines de catalogues photo Getty Images et Shutterstock ont [annoncé](#) le 7 janvier leur fusion pour former l'un des leaders du secteur. La nouvelle entité, qui conservera le nom de Getty, sera valorisée 3,7 Md\$, pour un revenu annuel estimé à environ 2 Md\$.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Le premier décès lié à la grippe aviaire H5N1 aux États-Unis a été confirmé en Louisiane. La victime, âgée de plus de 65 ans et souffrant de problèmes de santé sous-jacents préalables, avait été en contact avec des oiseaux malades dans un élevage domestique. Une mutation du virus chez le patient aurait aggravé la maladie. Depuis mars, 66 cas de grippe aviaire ont été signalés aux États-Unis, mais la majorité étaient bénins, et contractés dans les élevages bovins. Selon les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies ([CDC](#)), ce décès n'indique pas une transmission interhumaine.
- L'Administrateur de la Santé Publique des États-Unis (Surgeon General), Dr. Vivek Murthy, a [recommandé](#) l'apposition d'avertissements sanitaires sur les contenants de boissons alcoolisées, mettant en garde contre les risques accrus de cancers associés à leur consommation, notamment les cancers du sein, du côlon et d'au moins cinq autres types. Ces recommandations s'appuient sur des études scientifiques établissant un lien clair entre l'alcool et le cancer. Bien que seule une décision du Congrès puisse rendre ces avertissements obligatoires, cette proposition a reçu le soutien de plusieurs organisations, dont le Center for Science in the Public Interest, l'American Institute for Cancer Research, et l'U.S. Alcohol Policy Alliance. Ces organisations avaient adressé une demande similaire au Surgeon General dès 2020.

Numérique et innovation

4. Meta assouplit sa politique de modération des contenus et annonce sa volonté de collaborer avec l'administration américaine pour faire pression sur des gouvernements étrangers

Dans une vidéo publiée sur le blog de l'entreprise, Mark Zuckerberg a [annoncé](#) une refonte de la politique de modération des contenus de Meta autour de six axes.

Premièrement, citant explicitement l'exemple du fonctionnement de la plateforme X détenue par Elon Musk, Meta mettra fin au programme de fact-checking opéré par des tiers (jugés trop partisans dans leur approche), au profit de « *community notes* ». Ce changement s'appliquera dans un premier temps aux États-Unis seulement.

Deuxièmement, l'entreprise mettra fin à l'encadrement des contenus portant sur des sujets comme l'immigration ou les questions de genre, jugé comme étant « déconnectés de l'état du débat public ».

Troisièmement, Meta fera évoluer les modalités de mise en œuvre de sa politique de modération, (i) en concentrant l'usage d'outils automatisés sur les contenus illégaux et les atteintes les plus graves à la politique de modération et (ii) en déléguant le signalement des contenus moins problématiques aux utilisateurs.

Quatrièmement, les contenus politiques (« *civic content* ») – jusqu'alors sous-recommandés par les algorithmes des plateformes – pourront de nouveau être amplifiés comme tout autre contenu licite.

Cinquièmement, les équipes responsables de la fiabilité et de la sécurité des contenus (« *trust and safety* ») seront relocalisées hors de la Californie et vers le Texas s'agissant de la modération des contenus pour les utilisateurs américains. Cette évolution viserait à répondre aux « préoccupations sur les biais des [équipes de Meta] ».

Enfin, le PDG de Meta a annoncé son intention de collaborer avec l'administration Trump pour « faire pression sur les gouvernements [étrangers] s'en prenant aux entreprises américaines et soutenant davantage de censure » et critiqué le corpus législatif européen « institutionnalisant la censure et rendant difficile la construction de quoi que ce soit d'innovant sur place ».

Selon le PDG, cet assouplissement de la politique de modération des contenus vise à « restaurer la liberté d'expression sur [les] plateformes » opérées par Meta en réponse au « point d'inflexion » constitué par les élections américaines de l'automne 2024, qui ont signalé la « priorisation de la liberté d'expression ».

5. Visées par le BIOSECURE Act, les entreprises chinoises WuXi Biologics et WuXi AppTec cèdent certaines de leurs opérations en Europe et aux États-Unis à des entités américaines

L'agence de promotion des investissements directs étrangers en Irlande, IDA Ireland, a [annoncé](#) le 6 janvier que l'entreprise pharmaceutique américaine Merck avait conclu un accord pour l'acquisition d'un site de production de vaccins appartenant à l'entreprise de biotechnologies chinoise WuXi Biologics, pour un montant de plus de 500 M\$. Situé dans la ville de Dundalk, le site, qui emploie aujourd'hui environ 200 personnes, avait été établi par WuXi en 2019.

Cette annonce intervient quelques semaines après celle du [rachat](#) de la branche « thérapies avancées » aux États-Unis et au Royaume-Uni de WuXi AppTec, société mère de WuXi Biologics, aux États-Unis et au Royaume-Uni par le fonds d'investissement américain Altaris. Cette transaction, dont le montant n'est pas connu, devrait être entérinée au premier semestre 2025.

En octobre dernier, le Financial Times avait déjà [révélé](#) que WuXi Biologics et WuXi AppTec projetaient de procéder à des désinvestissements importants aux États-Unis et en Europe, alors que toutes deux faisaient partie des cinq entreprises chinoises visées par le BIOSECURE Act, adopté par la Chambre des Représentants en septembre [voir [Brèves sectorielles du 13 septembre 2024](#)]. Selon le Financial Times, les pertes de parts de marché et les mauvais résultats financiers de WuXi Biologics et WuXi AppTec en 2024 pourraient être imputés aux incertitudes entourant les restrictions prévues dans la proposition de BIOSECURE Act, qui auraient interdit aux agences fédérales américaines de conclure de nouveaux contrats avec les entités chinoises visées et aurait obligé les agences à mettre fin aux contrats existants d'ici à 2032. Selon un [article](#) de Bloomberg en date du 8 décembre, les actions des deux entreprises sœurs auraient légèrement rebondi suite à l'échec de la proposition législative avant la fin du 118^e Congrès, tout en affichant une baisse de 30 % par rapport à la fin d'année 2023.

6. Le secteur pharmaceutique américain se rapproche de la future administration Trump

Dans un article en date du 4 janvier, le New York Times a [révélé](#) que les équipes du Président-élu Trump avaient levé plus de 200 M\$

depuis sa victoire du 5 novembre dernier, afin notamment de financer sa cérémonie d'investiture, prévue le 20 janvier. Le groupe pharmaceutique américain Pfizer figure parmi les principaux donateurs, qui regroupent également des entreprises du secteur numérique comme Amazon, Meta, ou encore OpenAI. En outre, le quotidien souligne que Jeff Miller, l'un des quatre présidents de la Commission inaugurale chargée de ces financements, dirige un cabinet de lobbying représentant aussi bien Pfizer que la principale association de défense des intérêts du secteur pharmaceutique aux États-Unis, la Pharmaceutical Research and Manufacturers of America (PhRMA). Selon le Financial Times, Albert Bourla (PDG de Pfizer) se serait rendu à Mar-a-Lago le 6 janvier dernier après avoir [joué](#) un rôle clé dans l'organisation d'un dîner à Mar-a-Lago le mois dernier, qui aurait réuni le président de PhRMA et le CEO de l'entreprise pharmaceutique Eli Lilly autour du Président-élu et de Robert F. Kennedy (RFK), désigné par D. Trump pour diriger le Département de la Santé (DHS) au sein de sa future administration. Pfizer fait partie des principales entreprises du secteur pharmaceutique américain dont les actions ont connu une chute significative suite à la nomination de RFK en novembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 22 novembre 2024](#)].

Brèves

- Le 6 janvier, l'entreprise de dispositifs médicaux Stryker, basée dans le Michigan, a [annoncé](#) avoir conclu un accord en vue du rachat d'Inari Medical, entreprise californienne spécialisée dans les dispositifs de traitement des thromboses veineuses, pour un montant de 4,9 Md\$.
- Le 8 janvier, l'entreprise de dispositifs médicaux Boston Scientific, basée dans le Massachusetts, a [annoncé](#) son acquisition de Bolt Medical, spécialiste des équipements intravasculaires, pour 664 M\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)